

République démocratique du Congo : retour sur les quinze dernières années au Kivu

Depuis quinze ans, les populations de l'est de la RDC (ex Zaïre) traversent des périodes plus ou moins intenses d'un conflit nourri de tensions avec les pays voisins, d'une compétition régionale pour les riches ressources naturelles de cette zone de tensions interethniques et de problèmes tels que le partage des terres ou l'octroi de la nationalité. Depuis quinze ans, les équipes de Médecins Sans Frontières apportent une aide médicale aux populations du Kivu.



Octobre 2008

« Des dizaines de milliers de personnes sont jetées sur les routes. Des familles sont séparées quand elles prennent la fuite dans la panique. Et quand les combats se déplacent, les gens continuent de fuir. »

Romain Gitenet, chef de mission RDC, novembre 2008

© Dominic Nahr / Oeil Public



Novembre 1996

« Ce matin, des tirs et des bombardements au mortier ont forcé des milliers de personnes à fuir le camp de Mugunga, pour se réfugier au Rwanda. Les réfugiés ont rapporté que de nombreux blessés ont dû être laissés derrière. »

Communiqué de MSF
15 novembre 1996

© Remco Bohle

1993 – Après plusieurs années de tension, une attaque sur un village provoque une vague d'affrontements entre des groupes ethniques dans les plaines du Masisi au Nord-Kivu. Entre avril et juillet, au moins 6000 personnes ont été tuées et 350 000 ont fui leur maison, se cachant dans des écoles, des églises ou chez des proches. Les combats sont liés à une double opposition :

- d'une part entre les importantes minorités rwandophones (les « Banyarwandas ») installées de longue date dans le Nord et le Sud-Kivu et les non-rwandophones qui se considèrent comme primo-occupants
- d'autre part, au sein du groupe rwandophone, entre les deux groupes ethniques (Hutus et Tutsis)

1994 – D'avril à juillet 1994, entre 500 000 et un million de Rwandais tutsis sont victimes d'une extermination systématique. Pendant la reconquête du pays par le Front Patriotique Rwandais (FPR), plus d'un million de Rwandais fuient leur pays. De 1994 à 1996, dans les camps du Zaïre, le long de la frontière rwandaise, se mêlent miliciens, anciens soldats et leaders, militaires et politiques, impliqués dans l'exécution du génocide et dans le développement d'actions armées contre le nouveau pouvoir rwandais.

FOCUS. En juillet 1994, environ un million de réfugiés rwandais arrivent dans les régions de Goma et Bukavu, dans le Kivu. Avec la chaleur, le manque d'eau, de nourriture et l'apparition simultanée d'épidémies de choléra et de dysenterie, des dizaines de milliers de réfugiés meurent. Après plusieurs semaines, l'aide s'organise et la situation sanitaire se stabilise.



© Jean-Michel Turpin/ Gamma

Très rapidement les volontaires MSF qui travaillent dans les camps au Zaïre se trouvent confrontés à l'emprise brutale des leaders sur la population des camps. Certains camps sont transformés en base arrière pour la reconquête du Rwanda à travers les détournements massifs de l'aide, la violence, les recrutements forcés, la propagande et les menaces contre les candidats au rapatriement. En novembre 1994, une section MSF décide de se retirer des camps de réfugiés rwandais, estimant qu'il est impossible d'apporter une aide indépendante et impartiale. Les autres sections tentent de continuer leurs activités tout en dénonçant la situation. En 1995, elles décident de se retirer des camps.

1995- Dans les plaines du Masisi, les affrontements redoublent à partir de juillet 1995 et atteignent un pic au mois de novembre. L'arrivée d'extrémistes hutus venus du Rwanda après juillet 1994 aggrave la situation pour les tutsis rwandophones du Congo. Des dizaines de milliers de Tutsis sont forcés de fuir au Rwanda.

1996. L'Alliance des forces démocratiques pour la libération du Congo (AFDL), un regroupement de mouvements d'opposition au régime du président Mobutu, se met en place dans l'Est du Zaïre autour de Laurent-Désiré Kabila. En octobre 1996, les forces réunies par l'AFDL, appuyée par l'APR (armée patriotique rwandaise) attaquent les camps de réfugiés du Kivu. Pendant plusieurs semaines, des centaines de milliers de réfugiés auxquels les organisations humanitaires et la presse se voient refuser l'accès, sont pris pour cible de l'intervention armée.

A partir de novembre, l'APR autorise le retour des réfugiés au Rwanda. Entre 400 000 et 700 000 d'entre eux rentrent dans leur pays.

1997. Dans les mois qui suivent, plusieurs centaines de milliers d'autres réfugiés, dont l'existence est d'abord niée par les rebelles, par les autorités rwandaises et pendant un temps par la communauté internationale, sont poursuivis par les rebelles et l'APR à l'intérieur du Zaïre. Durant cette traque, leurs poursuivants massacrent nombre de Rwandais hutus. A chaque étape de leur exode, MSF s'efforce de leur porter secours ainsi qu'aux populations locales prises au milieu des combats. Ses équipes sont confrontées aux méthodes sanglantes de l'AFDL et de l'armée rwandaise, qui utilisent les organisations humanitaires comme des appâts pour attirer les réfugiés, puis les éliminer. Pendant toute l'année 1997, MSF dénonce publiquement les massacres.

FOCUS. 1997

Dans le village de Biaro, des dizaines de milliers de réfugiés rwandais, venant des camps de Goma et de Bukavu fuient les rebelles de l'AFDL depuis plusieurs mois en se cachant dans la jungle. Ils sont épuisés, affamés.

© Sebastiao Salgado/
Amazonas Images



L'AFDL prend Kinshasa, Laurent Désiré Kabila devient le nouveau président du pays et le Zaïre prend le nom de République démocratique du Congo. C'est la fin de la première guerre du Congo.

1998- Le nouveau président de la République démocratique du Congo et les dirigeants du Rwanda et de l'Ouganda entrent à nouveau en conflit et les combats reprennent. Des rebelles soutenus par le Rwanda et l'Ouganda prennent les armes contre Kabila et gagnent du terrain dans l'Est de la RDC. L'Angola, le Zimbabwe et la Namibie soutiennent Kabila. Huit pays et plus de 25 groupes armés sont impliqués dans la deuxième guerre du Congo.

2000- Le Conseil de sécurité des Nations unies autorise le déploiement d'une force de sécurité onusienne à se déployer en RDC pour veiller au respect d'un accord de cessez-le-feu récent. La MONUC (Mission des Nations unies en République démocratique du Congo) deviendra l'opération de maintien de la paix la plus importante au monde. Mais les combats se poursuivent dans le pays. Dans

le Nord-Kivu, les déplacements de population liés à l'insécurité et le manque d'accès aux soins médicaux mènent à une augmentation alarmante de la malnutrition dans la zone de Masisi.



FOCUS. En 2000, MSF ouvre un programme nutritionnel dans la ville de Kitshanga, où la population a quadruplé depuis les années 1900 à cause des mouvements de population.

© Chris Keulen

2001. Laurent Désiré Kabila est assassiné et son fils, Joseph Kabila, prend sa succession. La même année, un rapport rendu par un panel d'experts des Nations unies au sujet de l'exploitation illégale des richesses en RDC conclut que les belligérants poursuivent délibérément la guerre dans l'objectif de piller les ressources minérales (or, diamants, coltan) du pays. Durant les deux années suivantes, des accords de paix sont signés entre les parties au conflit. Le Rwanda s'engage à retirer ses troupes, tandis que la RDC doit désarmer et arrêter les hutus rwandais responsables du génocide qui sont encore présents dans l'est du pays. Un accord de paix est signé fin 2002 en Afrique du Sud entre le gouvernement de la RDC et tous les groupes rebelles. Pendant ce temps, des milliers de personnes continuent à se déplacer pour fuir les combats dans l'est du pays.

Fin 2002, MSF ouvre de nouveaux programmes dans le nord du Nord-Kivu après l'arrivée de milliers de personnes qui fuient la violence en Ituri. Au Sud-Kivu, des combats autour de la ville de Baraka provoquent la fuite des deux tiers de la population. Et à Goma, l'éruption du volcan Nyriagongo provoque de nouveaux déplacements.

2003. Conformément aux accords de paix, un gouvernement de transition est formé, Joseph Kabila est le président et les dirigeants des principaux groupes rebelles sont vice-présidents. Les membres de groupes rebelles et de milices doivent intégrer une nouvelle armée unifiée. Laurent Nkunda, le leader du groupe rebelle RCD-Goma refuse de se rendre à Kinshasa pour prendre le poste de général de brigade de la nouvelle armée, déclarant que les accords de paix traitent uniquement la question du partage du pouvoir à Kinshasa, mais pas les problèmes dans les Kivus. En 2004, une mutinerie au sein de l'armée à Bukavu amène Laurent Nkunda à prendre la ville pendant quelques jours.

FOCUS. En 2006, la violence contre les civils se poursuit au Nord et au Sud-Kivu. Pillages et attaques continuent à provoquer des déplacements de population. Le taux de mortalité estimé reste beaucoup plus élevé que dans les autres pays d'Afrique subsaharienne, en partie du fait du manque d'infrastructures, des déplacements continus, et du manque d'accès à l'eau potable et aux soins médicaux.



©Spencer Platt/ Getty Images

2006. La période de transition s'achève en 2006, quand Joseph Kabila est élu président de la RDC à l'issue des premières élections démocratiques depuis plus de 40 ans. La situation sécuritaire s'améliore dans certaines régions du pays, les affrontements entre groupes armés se poursuivent dans l'est.

2007. En août 2007, les combats impliquant les FARDC et le CNDP (Congrès Nationale pour la Défense du Peuple), le groupe mené par Laurent Nkunda s'intensifient.



FOCUS. Décembre 2007, Masisi.

Pascale porte son fils après sa consultation quotidienne à l'hôpital de Masisi, à quelques dizaines de kilomètres à l'ouest de Goma, au Nord-Kivu. A l'hôpital, une équipe chirurgicale de MSF soigne les soldats et les civils. En septembre 2007, des milliers de personnes fuient les combats entre les forces armées congolaises et les soldats du général dissident Laurent Nkunda.

© Cedric Gerbehaye

2008. Malgré un accord de paix signé sous l'égide de la communauté internationale en janvier 2008, les combats et les violences contre les civils continuent durant tout le premier semestre. En août, une augmentation massive des combats provoquent des déplacements importants de population et début octobre Laurent Nkunda se retire officiellement du cessez-le-feu, ce qui marque la reprise de la guerre. Mais pour les populations du Nord-Kivu, le conflit dure depuis des années.